

# COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Numéro 48

Mercredi 26 mars 1975

Prix : 1 F

## ÉDITORIAL

### Vive la lutte des travailleurs de la canne ! Képis rouges, CRS, dehors !

**U**NE fois de plus quand les travailleurs réclament une augmentation de leurs salaires, ils se retrouvent face aux mercenaires armés du colonialisme français.

Depuis une semaine, les gendarmes et les képis rouges quadrillent les campagnes, entourent les champs de cannes de la Guadeloupe, pour briser la grève de travailleurs agricoles.

Comme en 1967 en Guadeloupe, comme en 1974 en Martinique les balles vont-elles siffler encore et faucher des travailleurs ?

Rompant avec ses discours hypocrites, le colonialisme montre son vrai visage, celui de la répression prête à s'abattre sur les travailleurs les plus pauvres de la Guadeloupe. A qui fera-t-on croire encore aux « bontés » de la mère-patrie, quand on ne donne pour toute réponse aux revendications des travailleurs que le langage des armes.

Mais l'intimidation en cours n'a pas eu les résultats escomptés. Les travailleurs de la canne ne sont nullement décidés à céder devant la menace des armes. Les réunions, les meetings se succèdent et le moral, loin de retomber, se relève. Et si le gouvernement colonial persistait dans sa volonté répressive, il se pourrait bien qu'il ait alors affaire à toute la classe ouvrière de la Guadeloupe.

Car les travailleurs en ont assez de voir se dresser en face d'eux les mercenaires du colonialisme chaque fois qu'ils se battent pour améliorer leurs conditions d'existence. Ils en ont assez de voir les patrons et tous les profiteurs prospérer grâce au fruit de leur labeur. Ils en ont assez de vivre misérablement avec les maigres salaires qui leur sont consentis, pendant que les millions des grosses sociétés s'entassent dans les coffres-forts de banques. Ils en ont assez de voir ces préfets et autres commis du colonialisme qui ne les représentent en rien, prétendre organiser la vie économique et sociale du pays en s'appuyant sur leurs troupes de répression, sur leur radio et leurs journaux aux ordres.

Pour mettre fin à une telle situation, pour écarter le danger permanent que représentant ces colonialistes pour la vie des travailleurs, ceux-ci n'ont qu'une solution : chasser des Antilles le colonialisme et ceux dont il est le défenseur. Les travailleurs n'ont rien à perdre à la fin du régime colonial. Personne n'aura de regrets pour les CRS et gendarmes, s'ils sont chassés d'ici.

La seule et unique façon de mettre fin aux exactions des bandes d'hommes armés qui protègent les capitalistes de la colère des travailleurs, et qui leur permettent d'exploiter sans vergogne une population dans la misère, c'est de se battre pour que la Guadeloupe comme la Martinique arrachent leur indépendance.

Demain, les travailleurs antillais sauront, dans un pays débarrassé de toute forme d'exploitation, organiser la société démocratiquement au profit des couches laborieuses de la population.

Ils sauront organiser l'économie de façon que les besoins élémentaires des travailleurs soient satisfaits sans qu'il soit nécessaire de sacrifier sa vie pour cela comme c'est le cas actuellement.

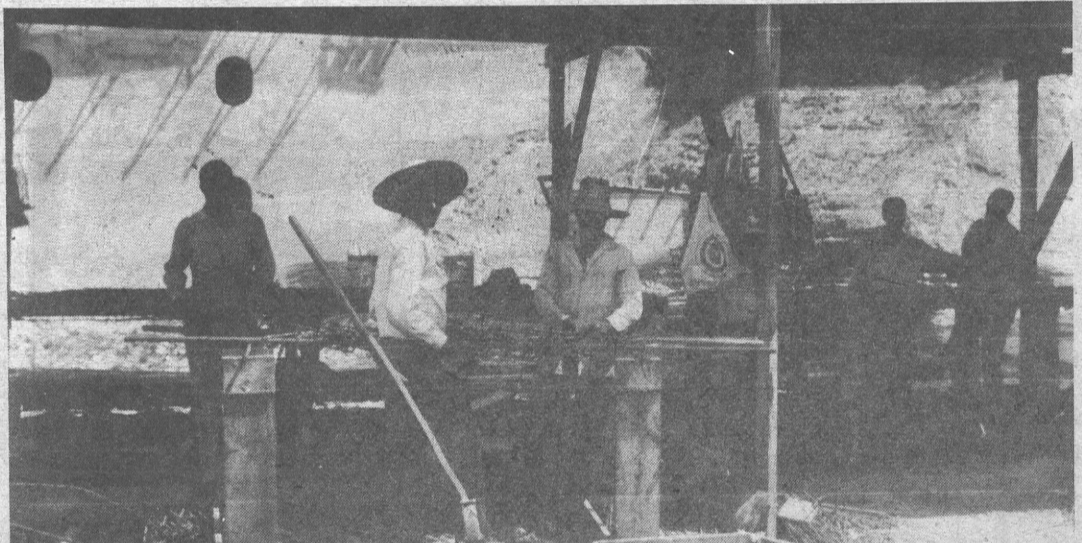
**A BAS LE COLONIALISME !**

**LIBERTE, INDEPENDANCE POUR LES ANTILLES !**

(Voir nos informations page 2)

## Martinique

### Bâtiment : les travailleurs s'opposent aux licenciements



**L**ORS de la dernière grève les travailleurs du bâtiment ont obtenu un succès non pas total, mais appréciable. Ils ont en particulier arraché une augmentation de 200 F en moyenne pour toutes les catégories, le paiement des allocations familiales et des congés payés pour la période pendant laquelle a duré la grève.

Mais la reprise venait à peine de s'effectuer, que de nouvelles menaces planaient sur les travailleurs. C'est ainsi que la COLAS a tenté de licencier des dizaines de travailleurs. A la SEGTA, une trentaine d'ouvriers devaient être

mis à la porte au début de mars. Jean-Joseph, prétextant le changement de sigle de son entreprise voulait du même coup retirer leur ancienneté aux travailleurs employés. Gnesotto veut licencier plusieurs dizaines de travailleurs. La CFE de même puisque l'entreprise doit fermer.

Or les patrons, à l'issue de la grève, s'étaient engagés à ne pas licencier...

Face à cela, les travailleurs ont réagi avec détermination. Ainsi à la Colas tous les travailleurs ont été repris, tandis qu'à la SEGTA le licenciement était repoussé. Mais la situation continue d'être

grave pour les travailleurs. Les chantiers sont ouverts au compte-gouttes, car les crédits débloqués pour la construction sont notoirement insuffisants.

Ainsi donc les patrons ont trouvé la meilleure solution pour ne pas respecter les accords du 27 février : licencier en masse et garder un petit nombre d'ouvriers pour faire les travaux.

Contre les licenciements les travailleurs peuvent se battre pour imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, c'est-à-dire l'échelle mobile des heures de travail. C'est le seul moyen pour eux de ne pas faire les frais de la crise.

## Indochine

### Thieu - Lon Nol : la débâcle

**D**EPUIS quelques semaines, la partie du Cambodge qu'occupent les forces du régime de Lon Nol, telle une peau de chagrin, se rétrécit de plus en plus. L'autorité du gouvernement de Phnom Penh est en fait limitée à quelques quartiers de la capitale.

Le régime fantoche de Thieu, au Vietnam du Sud ne se porte pas mieux. Les troupes, sous la pression du FNL se replient en toute hâte, la retraite tournant souvent à la débâcle. Les stratégiques Hauts-Plateaux ont été abandonnés et les troupes du FNL contrôlent maintenant plus de la moitié du Vietnam du Sud.

Les combats de ces dernières semaines, les défaites successives des troupes de Lon Nol au Cambodge et de celles de Thieu au Vietnam du Sud, montrent si besoin était, la fragilité de leurs régimes. Si cela ne dépendait que du rapport de force politique et militaire sur le terrain, il y a fort à parier que le gouvernement de

Saigon ne tiendrait pas longtemps et celui de Phnom-Penh encore moins.

Seulement, derrière tous ces régimes se profile l'ombre de l'impérialisme américain. Les Etats-Unis dans le cadre de leur politique de désengagement n'interviennent plus directement. Mais, l'envoi massif de dollars, de conseillers techniques en tout genre l'atteste — l'impérialisme américain se sent directement concerné par l'issue des combats dans cette région du monde.

A juste titre d'ailleurs car une défaite de Lon Nol et de Thieu apparaîtrait comme une défaite de l'impérialisme américain lui-même. Une telle défaite porterait atteinte à sa crédibilité. Elle témoignerait du fait que le gardien de l'ordre capitaliste de par le monde, a pu être tenu en échec.

Dans ce cas, c'est tout le reste du Sud-Est asiatique qui risque de s'embraser. Les régimes fantoches qui ne tiennent que grâce

au soutien américain, s'écrouleraient les uns après les autres sous la pression des nouveaux maquisards.

L'impérialisme américain est certes prêt à abandonner la péninsule indochinoise, il l'a montré par sa politique de désengagement entreprise depuis 1968. Il est même prêt à composer avec le GRP et le GRUNC de Sihanouk. Mais cela, il ne veut le faire qu'en échange d'un règlement global du conflit à l'échelle de la péninsule indochinoise. Un tel règlement devra forcément passer par un accord avec la Chine à qui sera dévolu le rôle de gendarme dans cette région du monde.

En attendant ce règlement global l'impérialisme américain fera tout pour ne pas subir une défaite majeure. Il n'est donc pas impossible que dans la période à venir, les Etats-Unis augmentent leurs aides et même qu'ils interviennent directement.

Jean-Pierre VALDE.

# Guadeloupe : Grève des ouvriers de la canne

**D** EPUIS près de trois semaines, les ouvriers agricoles et les petits planteurs de la Guadeloupe sont en grève.

Les travailleurs agricoles réclament : 45 F par journée pour l'attacheuse, 50 F pour le coupeur, 6,09 F de l'heure pour l'ouvrier industriel manœuvre. Les patrons proposent 37,07 F pour l'attacheuse, 40,89 F pour le coupeur, et 5,54 F pour l'ouvrier industriel. Les petits planteurs réclament 100 F pour la tonne de canne de 1974 et 110 F pour 1975. Jusqu'à présent, les patrons et l'administration coloniale ne veulent rien céder, la mission dirigée par Sauter, venue spécialement en Guadeloupe pour soi-disant régler les problèmes n'a rien réglé du tout en ne proposant que 101,15 pour la tonne de cannes de 1975. Le seul fait positif de cette mission fut la décision de fixer dorénavant le prix de la tonne de canne avant la récolte (c'était vraiment le minimum). Jusque-là il était fixé vers septembre ou octobre longtemps après la récolte.

Devant la détermination des paysans et des ouvriers, l'administration coloniale et les usiniers emploient toutes sortes de manœuvres pour tenter de briser la grève. Ils ont commencé par fermer toutes les usines pour diviser ouvriers industriels et grévistes ; quelques temps après, ils ont fait venir des travailleurs des îles voisines et de petits groupes de chômeurs pour tenter de briser la grève. Les capitalistes usiniers donnent 52 F par jour à ceux qui acceptent de briser la grève alors même qu'ils refusent les sommes inférieures revendiquées par les coupeurs et attacheuses en grève.

Depuis quelques jours, seule en tout et pour tout une centaine de personnes recrutées dans ces conditions travaillent dans certains champs. Et, pour assurer

leur « protection », des centaines de CRS, de képis rouges et de gendarmes armés jusqu'aux dents les encadrent, mitrailleurs au poing. Pour cinquante travailleurs à Grosse-Montagne, on compte deux cents CRS patrouillant dans les champs, chassant les militants syndicaux, de même dans la région de Gardel.

Il y a quelques jours, les képis rouges ont mis en joue les grévistes qui venaient expliquer aux autres pourquoi il ne fallait pas travailler.

Tous les matins donc depuis quelque temps, les forces de répression circulent dans les champs armés jusqu'aux dents, et parfois même appuyés par des hélicoptères, tactique déjà éprouvée en février 1974 dans les champs de banane de la Martinique. Malgré les manœuvres de toutes sortes, la grève se poursuit, et se maintient à 95 %. Partout, les cannes sont encore debout. Les capitalistes usiniers entreprennent toutes sortes d'opérations psychologiques destinées à décourager les travailleurs, telle que dernièrement la réouverture de l'usine Grosse-Montagne et la mise en route des machines alors qu'il n'y a pas de cannes. Ils font fumer les usines artificiellement, ils font courir le faux bruit que la coupe a démarré à certains endroits pour inciter les travailleurs d'une autre région à couper.

A l'heure où nous écrivons, les patrons n'ont rien cédé en ce qui concerne les salaires des travailleurs agricoles. C'est bien pourquoi ceux-ci doivent se donner les moyens de poursuivre leur lutte en ayant leur propre organisation y compris si les petits paysans, dont ils sont évidemment solidaires, obtenaient satisfaction avant eux. C'est le meilleur moyen d'assurer le succès de leur grève, tout en se battant aux côtés des petits planteurs.

## Les travailleurs ne cèdent pas à l'intimidation

**D** EPUIS samedi 22 la grève des travailleurs de la Canne a connu un certain rebondissement. Alors que les patrons tentaient de briser la grève en embauchant des « jaunes », les grévistes continuaient la lutte.

Un événement peu habituel lors des grèves faisait repartir le mouvement. En effet un prêtre bien connu dans la région de Sainte-Rose pour ses sympathies à l'égard des petits paysans et des travailleurs agricoles commençait une grève de la faim pour protester contre le quadrillage des champs de cannes par les forces armées. Il décidait de poursuivre sa grève de la faim jusqu'à satis-

faction des revendications des travailleurs agricoles.

Le mardi, des travailleurs en grand nombre se rassemblaient pour aller aux lisières des champs pour discuter avec les non grévistes et les convaincre de quitter le travail. Des travailleurs que les patrons avaient fait venir de Haïti, après discussion avec les grévistes, ont refusé de travailler.

Des centaines de travailleurs dans la région du Lamentin après être passés sur les plantations ont défilé jusque devant l'usine de Grosse-Montagne en chantant.

Le moral des travailleurs est bon. Ils ne sont pas prêts à céder.

## Meetings de Combat Ouvrier

**N** OTRÉ tendance a organisé des meetings d'information et de soutien aux travailleurs en grève.

Vendredi soir, 21 mars, c'est devant l'usine de Grosse-Montagne qu'une centaine de travailleurs se rassemblèrent pour participer au meeting.

Dimanche soir à Castel-Lamentin, la réunion groupait cent cinquante personnes qui furent très contentes de cette initiative et repartirent reconfortées et décidées à continuer la lutte.

D'autres réunions sont prévues notamment dans la région de Petit-Canal, Vieux-Bourg, Morne-à-l'Eau, Boisbert-Lamentin.

## Les petits planteurs poursuivent leur grève de livraison de la canne

**N** OUS venons d'apprendre que le gouvernement a fixé le nouveau prix de la tonne de canne pour l'année 1975 à 109 F pour une richesse de 9.

Nous ne savons pas encore quelle est la position des syndicats sur ce problème, et en particulier de l'UPG. Quoi qu'il en soit, il est sûr que le pouvoir se moque des travailleurs pour leur proposer cette somme, de 1 F infé-

rieure à ce qu'ils réclament, il s'agit de leur montrer que c'est le gouvernement qui reste le maître de la situation. En leur accordant 110 F, le gouvernement aurait l'air de céder sous la pression. Ainsi, pour 1 F le gouvernement colonialiste risque d'être le responsable d'affrontements graves opposant travailleurs et paysans aux képis rouges, car à tout moment, cela peut se produire.

Mais quelle que soit l'issue de ces grèves travailleurs et paysans auront une nouvelle fois constaté que lorsqu'ils réclament du pain, le pouvoir colonial et les patrons se préparent à leur donner de la mitraille.

En agissant ainsi le colonialisme et les patrons ne font que rapprocher le moment de leur propre perte.

G. RASSAMY.

## ÉCHOS — ÉCHOS — ÉCHOS

### Grève à la SARA : les travailleurs ont montré leur force

**L** E vendredi 7 mars débutait la grève des travailleurs de la SARA, la raffinerie de pétrole, grève qui allait durer jusqu'au mercredi 13. Les travailleurs s'étaient mis en grève pour les revendications suivantes :

- diminution des heures de travail (40 heures au lieu de 42 heures) sans diminution de salaire,
- arrêt des discriminations dans les primes,
- embauche de personnel,
- augmentation des salaires,
- amélioration des conditions de travail.

Les travailleurs ont obtenu satisfaction sur une partie de leurs revendications. La question de l'augmentation du personnel sera débattue dans trois mois. A l'occasion de cette grève, le pouvoir colonial a montré qu'il pouvait mener une action psychologique non dépourvue d'efficacité en utilisant à fond la radio et certains journaux tel France-Antilles qui en temps normal sont

déjà à son service. Mais l'important dans cette grève, c'est qu'elle a permis aux travailleurs une fois de plus de faire une démonstration de leur force. Il a suffi que les quelques dizaines de travailleurs de la SARA se mettent en grève pour semer le désarroi chez bon nombre de capitalistes. Oui, la force des travailleurs réside dans la place qu'ils occupent dans la production. C'est ce qu'aujourd'hui ceux de la SARA ont montré.

### GUADELOUPE : Banane (Capesterre) : Exploitation sans limite, passivité syndicale

Alors que les travailleurs de tous les secteurs importants de l'économie se sont mis en lutte assez récemment pour réclamer des augmentations de salaire, dans la Banane en Guadeloupe, c'est apparemment le calme plat. Le mécontentement est pourtant

grand et nombreux sont les travailleurs qui pensent que le moment est venu de réclamer un réajustement des salaires qui n'ont augmenté que de 2,25 F par jour depuis un an, passant de 35,50 F à 37,75 F. Et encore que sur beaucoup de plantations, on ne touche que 35,50 F. Face à cette situation, la direction de la CGT-Banane et en particulier son secrétaire font preuve d'une très grande passivité. C'est ainsi que toute l'énergie de ce monsieur lui sert surtout à combattre et à dénigrer ceux qui veulent aller de l'avant. Il pousse sa malhonnêteté jusqu'à prétendre que les informations selon lesquelles les ouvriers de la Banane en Martinique sont payés 45,44 F sont fausses. Par contre, il passe son temps en discussions stériles avec la direction de la SCEFA l'une des plus grandes sociétés exportatrices de bananes de la région. Et dernièrement pour pouvoir discuter en tête à tête avec le directeur de cette société en l'absence des délégués il leur a fait croire qu'il y avait une réunion des délégués à la bourse du travail.

Cette attitude qui nuit à l'ensemble des travailleurs, nuit également à l'organisation syndicale, puisqu'elle conduit beaucoup de travailleurs à refuser d'être syndiqués et d'autres à cesser de payer leurs cotisations.

Les travailleurs de la Banane ne doivent pas se laisser décourager par la politique de ce bureaucrate. Ils peuvent se passer de lui, comme ils ont su se passer de lui en avril 1974 pour conduire leur grève à la victoire.

tionnelle et qu'il faut terminer les travaux rapidement. Alors dans de telles conditions, les règles élémentaires de sécurité sont bafouées. C'est ainsi que la remise du courant a été effectuée alors que les travaux n'étaient pas encore terminés et qu'aucun ouvrier ni le chef de chantier n'en étaient informés. Voilà dans quelles conditions notre camarade est mort. Et cet accident n'est pas le premier du genre.

Contre ce nouveau crime, les travailleurs ont protesté en observant une grève de 24 heures.

C'est bien souvent que des travailleurs sont sacrifiés sur l'autel du profit. Et si les patrons peuvent s'en tirer sans ennuis, c'est parce qu'ils bénéficient de la complicité de la justice.

### MARTINIQUE : Saunier-Duval assassine !

Saunier-Duval est une petite entreprise privée qui fait des travaux d'électrification pour le compte de la SPDEM. Le mardi 4 mars, un monteur électricien, Juste Raymond, trouva la mort par électrocution suivie d'une chute de 12 mètres, sur les chantiers de cette entreprise à Rivière-Salée.

Bien sûr, les patrons ont qualifié cela « d'accident du travail », or il s'agit là d'un assassinat pur et simple.

En effet, il y avait ce jour-là une coupure dite « pirate », donc non réglementaire, accordée par la SPDEM, et dans de tels cas les patrons imposent aux travailleurs une cadence de travail infernale, sous prétexte que la coupure de courant est excep-

# EN MARTINIQUE

## 3500 enfants victimes des économies de l'État

**A** la cantine scolaire du Robert vingt-cinq travailleuses sont chargées de préparer la nourriture de trois mille cinq cents enfants (écoles du Robert, du Vert-Pré et des campagnes). Mais dans quelles conditions ! La chambre froide qui date de sept ans ne marche pas convenablement ; aussi la viande qui arrive congelée est toujours dégelée lorsqu'on la sort. Inutile de dire que les aliments qui y sont stockés sortent souvent gâtés : on voit les risques d'intoxication que courent trois mille cinq cents enfants. De plus, depuis trois ans, il n'existe qu'un seul ouvre-boîte, d'ailleurs non-

vement changé (l'autre datait de dix ans).

Quant au matériel nécessaire au repas de ces enfants, il est également insuffisant. D'où la nécessité d'organiser plusieurs services : le premier à 11 heures, le dernier à 13 heures. Il y a trois services organisés de trois cent soixante couverts et un de cinq cent cinquante, mais, pour celui de cinq cent cinquante, les femmes de service doivent attendre que cent cinquante enfants quittent la salle pour en faire entrer cent cinquante autres, car il n'y a pas assez de timbales et de couteaux.



Comme leurs aînés, faudra-t-il que les élèves descendent dans la rue pour obtenir une nourriture convenable ?

## ...UNE EXPLOITATION SCANDALEUSE

**L**ES employées, elles qui travaillent de 6 heures à 14 heures, pendant quatre jours et sont payées 5,35 F de l'heure, ne perçoivent pas leurs salaires en temps voulu. Et, quand elles demandent des explications, on leur répond : « Je ne vous répons pas parce que vous

ne comprenez rien ».

Il n'y a pas de fiches de salaires. De plus, depuis trois ans, elles ne touchent pas de congés payés... Car, paraît-il, ils ne sont pas votés au budget !

Exploitation éhontée, pénurie de matériel, voilà tout ce que nous réserve l'Etat colonialiste !

## LES PATRONS ORGANISENT LA PÉNURIE DE SUCRE

**T**RADITIONNELLEMENT, la reprise de la campagne sucrière est l'objet d'une série de manœuvres des usiniers pour faire payer aux consommateurs le sucre à un prix plus élevé. En général, on prétexte le fait que la récolte n'a pas encore commencé et qu'il n'y a plus de sucre.

Ce qui s'est passé fin février en Martinique est totalement différent. La récolte avait déjà débuté, les deux usines marchaient à plein. Et il n'y avait pas de sucre. Pourquoi ?... Le gouvernement venait de décider d'augmen-

ter de 15% le prix du sucre au 1<sup>er</sup> mars. Aussitôt, que firent Hayot et Aubery ? Ils décidèrent d'attendre le 1<sup>er</sup> mars pour vendre leur sucre au nouveau prix. D'autre part cela faisait l'affaire des Marsan et autres Monoprix qui en profitaient pour vendre leur sucre de betterave à 3,30 F le kilo.

Cette affaire montre encore une fois le peu de cas que font les patrons de l'existence de la population. Pour gagner quelques millions de plus, les voilà prêts à affamer la population.

Il faut s'opposer à des manœuvres

de ce genre. C'est ainsi qu'il est possible de se renseigner sur les stocks existants, sur la date d'arrivée des marchandises, etc. A tous les échelons ces marchandises sont manipulées par des travailleurs, de la fabrication ou du débarquement à la commercialisation. Il est donc possible d'instaurer un véritable réseau de surveillance de ces marchandises et des prix auxquels ils sont vendus. Cela aura comme résultat de limiter quelque peu les hausses abusives qui sont pratiquées par certains gros commerçants et les spéculateurs comme celle qui vient d'avoir lieu sur le sucre.

## L'année internationale de la femme

**L'**ANNEE 1975 a été proclamée par l'ONU année internationale de la femme. Dans ce cadre, des comités pour l'année internationale de la femme se sont créés dans le but affirmé de promouvoir l'égalité de l'homme et de la femme.

En Guadeloupe et en Martinique, les comités créés ont suscité un vif intérêt et des centaines de femmes ont déjà participé à leur réunion, montrant ainsi qu'elles n'admettent pas leur situation d'exploitées sans la contester ; mais bien au contraire, qu'elles sont conscientes du fait de la

double exploitation de la femme dans la société capitaliste, exploitation accrue du fait de la colonisation.

Bien sûr, nous n'avons rien à attendre des décisions de l'ONU. Si cet organisme se penche aujourd'hui sur le sort des femmes, c'est parce que des milliers de femmes luttent pour défendre leur dignité de par le monde dans des domaines aussi divers que celui de la politique, de l'égalité dans la vie quotidienne ou encore du droit à la contraception et l'avortement ; et cette lutte sensibilise aujourd'hui l'opinion publique.

Après l'année internationale de la femme qui n'a évidemment servi à rien voici l'année de la femme... Néanmoins, que des milliers de femmes se réunissent, discutent de leurs problèmes, cherchent ensemble des moyens pour les résoudre ne peut qu'aider la lutte des exploités contre la soumission et l'ignorance. Cela peut permettre aux plus conscientes d'entre elles de rejoindre le combat de l'ensemble des travailleurs contre toutes les formes d'exploitation. Car seule une société juste, une société socialiste pourra libérer les femmes de leur condition actuelle.

# A BAS LA RÉPRESSION COLONIALE !

## MARTINIQUE :

### Conférence au sommet des responsables du colonialisme français

**A** la mi-mars, s'est tenue à Fort-de-France la quatrième conférence des Autorités Françaises de la Caraïbe, sous la présidence de Vié, secrétaire général des DOM. Les participants à cette conférence dont l'ordre du jour a été tenu secret, sont les préfets, les ambassadeurs, les chefs militaires français aux Antilles.

Si personne ne sait précisément ce qui a été discuté au cours de cette conférence, on peut penser que cela avait trait à la présence française aux Antilles. Ce fut sans doute pour les colonialistes l'occasion de passer en revue les moyens dont ils disposent pour

maintenir en tutelle les peuples des Antilles et de la Guyane. Il n'est que de voir l'importance des manœuvres militaires qui se sont déroulées à la Martinique depuis le dernier trimestre pour le comprendre.

Aussi n'est-il pas étonnant que Vié ait vanté la « stabilité des Antilles Françaises », comparée à celle des autres pays de la Caraïbe.

En attendant, ces messieurs auront beau dresser tous les plans pour maintenir leur domination, cela n'empêchera pas les peuples des Antilles et de la Guyane de se lever pour arracher leur liberté.

### Débarquement d'automitrailleuses lourdes à Pointe-à-Pitre

**A** U début de mars, on a pu voir débarquer au port de Pointe-à-Pitre une dizaine d'engins blindés.

On voit mal, sur le plan militaire, l'utilité de tels engins. En

effet (à moins que nous ne soyons mal informés), la Guadeloupe et la Martinique n'ont l'intention de déclarer la guerre à personne. Contre qui seront donc utilisés ces engins ? La réponse est très simple : contre qui a-t-on jamais

vu intervenir les gendarmes, képis rouges ou autres CRS, sinon contre les travailleurs en lutte, ou contre les jeunes excédés par cette société qui les opprime et ne leur offre aucune perspective autre que le chômage ou l'exil ?

Sans doute, ces engins sont-ils

### Séjour des militants gyanais en Guadeloupe

Du 10 au 15 mars, deux militants de l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais) étaient venus en Guadeloupe, sur invitation du comité de soutien aux Guyanais, dont notre tendance fait partie. L'un d'eux, Georges Wacapou, est l'un des huit militants emprisonnés en décembre à la Santé par le colonialisme français, sous l'inculpation de « complot contre la sûreté de l'Etat » et qui ont été libérés, l'accusation n'ayant pu fournir aucune preuve de ce prétendu complot.

Les deux militants ont tenu trois meetings (à Pointe-à-Pitre, au Lamentin et à Basse-Terre). Ils ont dressé un tableau de la situation économique, politique et sociale de la Guyane, situation qui, comme celle des Antilles, est entièrement dominée par le caractère colonial des rapports qui les lient à la France.

là, pour l'instant, surtout pour impressionner la population. Mais les massacres de 1967 sont présents dans toutes les mémoires, et ont montré que le colonialisme n'hésite pas à assassiner sans merci, dès qu'il pense que ses intérêts sont menacés.

Les militants dénoncèrent la répression coloniale, en soulignant qu'il y a en Guyane un policier ou militaire pour dix habitants. Ils démontrèrent que le prétendu « complot » avait en fait été monté de toutes pièces pour tenter de détruire les organisations qui se réclament de l'autonomie ou de l'indépendance, en particulier le MO.GUY.DE (Mouvement Guyanais pour la Décolonisation). Cela avait produit l'effet inverse de celui escompté par le colonialisme puisque cela n'avait fait qu'accroître dans la population guyanaise la sympathie pour les emprisonnés et l'audience des partisans de l'autonomie ou de l'indépendance. Ils en appelèrent enfin à la solidarité entre les peuples des Antilles et de la Guyane. Solidarité dont ces meetings portent à leur petite échelle, le témoignage.

## COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :  
Marie-Eugène Zozor

Adresser  
toute correspondance :

ANTILLES :  
Gérard BEAUJOUR  
BP 214  
97110 POINTE-A-PITRE  
(GUADELOUPE)  
ou BP 386  
97204 FORT-DE-FRANCE  
(MARTINIQUE)

FRANCE :  
Combat Ouvrier  
BP 80  
93300 AUBERVILLIERS

Impression  
Graphie-Press  
Epinay-sur-Seine  
Commission paritaire  
N° 51-728

### TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :  
— ordinaires 1 an : 12 F.  
— sous pli fermé 1 an : 15 F.  
ANTILLES :  
— sous pli fermé 1 an : 15 F.  
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds,  
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC  
CCP 32 566-71 La Source

# LA SITUATION AU PORTUGAL

**L**ES élections au Portugal ont été retardées de quinze jours et en fait on ne sait même pas si elles auront jamais lieu. De plus le Mou-

vement des Forces Armées (MFA) vient d'interdire le Parti de la Démocratie Chrétienne d'une part, et d'autre part deux groupes d'extrême-gauche. Ces

deux dernières interdictions montrent d'ailleurs bien les limites du « libéralisme » de ces militaires qui ne peuvent tolérer deux groupes politiques qui se

te la plus conservatrice et donc opposés au programme du MFA visant à moderniser le Portugal grâce à des mesures radicales. Face à ce danger, le MFA, de

du jeu parlementaire. Mais le MFA n'est pas majoritaire au sein de l'armée qui comprend une hiérarchie attachée dans sa grande majorité à l'ordre existant ; il se trouve conduit de ce fait à une politique empirique, au coup par coup, au hasard des événements.

Il n'est donc guère possible de dire comment vont évoluer les choses en ce qui concerne le MFA lui-même. Par contre les récents événements éclairent d'un jour nouveau la politique de la plus importante des organisations ouvrières, le Parti Communiste portugais.

L'essentiel de la politique de ce parti consiste à faire confiance au MFA. C'est uniquement cela qu'il propose aux travailleurs. Et c'est bien là le danger pour ceux-ci. Car enfin le MFA ne représente en rien les intérêts des travailleurs ! Il représente une politique de la bourgeoisie qui consiste à domestiquer la classe ouvrière par l'intermédiaire des organisations qui la représentent, en s'appuyant sur elles et en donnant des postes ministériels à leurs chefs. Pour le MFA il ne s'agit ni plus ni moins que de s'assurer par ce moyen une assise populaire.

De plus, le programme radical bourgeois de modernisation du pays que s'est donné le MFA, à

supposer même qu'on le considère comme plus positif que tout autre, n'a que peu de chances de voir sa réalisation.

Car le MFA peut être éliminé du pouvoir du jour au lendemain par le reste de l'armée, avec un retour de la vieille droite traditionnelle qui se fixe comme objectif, elle, non pas de domestiquer la classe ouvrière, mais de la briser...

Par conséquent, pour augmenter les chances que soit réellement menée une politique radicale conséquente, il faudrait préparer la classe ouvrière, lui dire que le danger qui l'attend c'est le putsch éventuel d'un nouveau Spinoza. Ou du même d'ailleurs ! Pinochet lui aussi a commencé par un coup d'Etat raté !

Et le PC portugais, qui, bien loin de suivre cette politique, se transforme en faire-valoir servile du MFA, jette de la poudre aux yeux des travailleurs pendant que de nouveaux Spinoza sont peut-être en train de fourbir leurs armes.

REPRESSION

A TRINIDAD

**L**A situation est tendue à Trinidad, après une manifestation des ouvriers du pétrole et du sucre. La police est intervenue pour disperser les manifestants. Les forces de l'ordre contrôlent la situation et deux hélicoptères de l'armée survolent en permanence la ville de Port of Spain. Une trentaine de personnes responsables d'organisations ouvrières ont été arrêtées et relâchées après avoir versé une caution, mais restent à la disposition de la justice.

Trinidad est un pays indépendant depuis quelques années, après avoir été une colonie de l'empire britannique. Mais les travailleurs n'ont pas vu pour autant leur situation s'améliorer.

Aujourd'hui ce sont encore des privilégiés trinitadiens cette fois qui dirigent le pays et profitent du travail des ouvriers.

Il reste aux travailleurs trinitadiens à mener une autre lutte pour se débarrasser de leurs exploiteurs.



reclament ouvertement des opprimés. Pour le MFA il s'agit d'éviter que les législatives ne ramènent sur l'avant-scène des politiciens appartenant à la droi-

puis plusieurs semaines, cherche à s'institutionnaliser. Et l'échec de la tentative de putsch de Spinoza lui a fourni l'occasion d'être désormais au-dessus

LES LYCÉENS ET COLLÉGIENS DANS LA RUE !

## LES LYCÉENS ET COLLÉGIENS DANS LA RUE !



**P**ARIS et la province, pendant les trois semaines qui ont précédé les vacances de Pâques, ont senti souffler le vent de la contestation lycéenne. Mais bien plus que contre la réforme Haby, c'est contre le système tout entier de l'Education Nationale que les lycéens et les collégiens ont manifesté ainsi leur hostilité : un système sans cesse replâtré, produisant une réforme par ministre. Dans

le meilleur des cas cela ne change rien à rien et dans le pire, aggrave encore la situation des laissés-pour-compte de l'Enseignement, les fils d'ouvriers et de familles pauvres. Et ce n'est pas un hasard si ceux-ci, dans les CET ont été à la pointe du combat, eux qui connaissent les pires conditions de travail et sont en butte aux brimades et au racisme.

## FRANCE :

### Qu'est-ce qui fait courir le PCF ?

**D**EPUIS peu, le Parti Communiste organise en France des actions qu'il aurait lui-même condamnées il y a un an comme étant aventuristes et gauchistes : des militants du PC occupent symboliquement des logements non attribués, envahissent préfectures, ORTF ou ministère du Travail. L'attitude actuelle du PC ne peut étonner que ceux qui le croient capable uniquement de freiner les luttes. Il serait bien hasardeux d'en déduire qu'il a changé ou qu'il est décidé à mener en France une action révolutionnaire. Son but reste de parvenir au pouvoir dans le cadre parlementaire bourgeois, ou appelé par la bourgeoisie. Or les prochaines élections sont relativement éloignées. D'ici là, il n'est pas question pour le PC de perdre son crédit auprès de la classe ouvrière ; il doit donc ap-

paraître comme son meilleur défenseur. Après le cours droitier derrière Mitterrand, il se lance maintenant dans des actions de type gauchiste, destinées à le faire apparaître en pointe des luttes. Il le fait d'autant plus volontiers qu'il sait que la bourgeoisie ne l'appellera au pouvoir que si elle le juge indispensable pour domestiquer la classe ouvrière, que s'il a une grande audience chez les travailleurs.

Enfin, la nouvelle attitude du PC, si elle prend des allures radicales, ne remet pas en cause l'exploitation capitaliste. Le PC limite son action à des luttes qui ne risquent pas de s'étendre et qui ne préparent pas les travailleurs à l'offensive généralisée qui seule leur permettra de faire face à l'inflation et à ses conséquences sur leur niveau de vie.

# LE CAPITALISME UNE BÊTE IMMONDE QU'IL FAUT SUPPRIMER

## A propos du Guadeloupéen trouvé mort à La Rochelle

**A** la mi-février, un homme, un Guadeloupéen, est mort de misère et de faim dans un dépôt d'ordures près de La Rochelle, en France !

Parce qu'il était démuné de tout, dans une société où seuls comptent les nantis, mais aussi parce qu'il était Noir et étranger dans un monde que le capitalisme a rendu de plus en plus froid et inhumain, Joseph Regard est mort seul, abandonné de tous, comme un chien littéralement, un chien qui crève sur un tas d'ordures !

Alors bien sûr certains di-

ront que ces choses-là n'arrivent pas tous les jours, ou encore que ce malheureux « n'était pas tout à fait normal » !

Mais nous savons bien nous, que la seule chose qui ne soit pas « normale », la seule chose qui soit un véritable crime dans le monde d'aujourd'hui : c'est d'être un malheureux !

Et qu'un homme ait pu mourir de cette façon horrible et en France, dans un pays où des milliers de profiteurs jettent chaque jour à la face des travailleurs l'étalage insolent de leurs richesses, cela suffit à juger ce système et tous ceux qui le défendent timidement ou ouvertement.

Avec ce système barbare, il n'y a pas d'accommodement possible. Il faut le détruire. Et plus nous tarderons à le sup-

primer, plus il y aura parmi nos frères de classe, des Joseph Regard !

## Les assassins de Patrick Mirval toujours en liberté

**I**L y a un an, Patrick Mirval, un jeune Antillais mourait à la prison de Fleury-Mérogis où il était en détention préventive pour un vol présumé de 50 F. Les constatations des médecins, marques de coups, symptômes d'étranglement, mettent directement en cause ses gardiens de prison. Pourtant ils ne sont nullement inquiétés par la justice. C'est pour dénoncer cette complicité entre les gardiens de prison racistes et la justice que Mme Mirval, mère de Patrick, et ses

avocats ont organisé à Paris le 11 mars, une conférence de presse. Nous nous associons à cette dénonciation afin d'imposer le procès des racistes assassins.

## Crime raciste à Marseille :

### A bas la vermine raciste !

**L**A dépouille mortelle de Mohamed Laid Moussa a été ramenée à Tebessa (Algérie) où le jeune instituteur assassiné a été enterré lundi 24 mars 1975.

Ainsi celui qui avait été mis en liberté par la cour d'assises d'Aix-en-Provence a succombé sous les balles d'un ra-

ciste. Bien qu'un groupuscule d'extrême-droite, la « France libre » ait revendiqué d'abord l'attentat pour se dédire ensuite, l'auteur du coup de feu mortel court toujours. Et ce crime raciste restera, après tant d'autres, impuni. Car depuis 1971, la justice a clos par des non-lieux bien des affaires où étaient impliqués de simples délinquants ou des criminels racistes. Cette impunité ne fait qu'alimenter la haine raciste qui aujourd'hui conduit à l'assassinat.

Le racisme est un gangrène immonde que les travailleurs ne doivent pas tolérer. Si les grandes organisations de la classe ouvrière en France étaient dignes de ce nom, elles pourraient mettre bon ordre à cela et faire en sorte qu'à défaut du racisme disparaissent les racistes.